



ISSN : 1163-1422

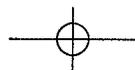
ÉTUDES FÉMINISTES ET
ÉTUDES SUR LES FEMMES
EN FRANCE
EN 1995



PRINTEMPS 1996

SUPPLÉMENT AU BULLETIN DE L'ANEF N° 20

Association loi 1901 - 34, rue du Professeur-Martin 31500 Toulouse



Du mouvement des femmes aux groupes d'études féministes

Si la réflexion sur l'oppression des femmes et la diffusion des nouvelles idées ont été partie intégrante du mouvement de libération des femmes dès le début, c'est au milieu des années 70 que les études féministes ont émergé comme milieu organisé. Cette période a vu foisonner nombre d'activités.

Sous la pression des étudiantes et grâce aux initiatives individuelles, des cours commencent à apparaître dès le début des années 70, notamment aux universités de Paris VIII-Vincennes, Paris VII-Jussieu, et Aix-en-Provence. Ces premiers enseignements sont le fruit des efforts communs d'enseignantes féministes de disciplines et départements différents. A la fin de la décennie, des enseignements se sont développés dans de nombreuses universités, à tous les niveaux du cursus, le plus souvent sous un intitulé discret sinon clandestin.

Les premiers groupes d'études féministes ont commencé à se réunir dans des locaux universitaires vers le milieu des années 70. Aussi ténu soit-il, le lien avec l'institution universitaire a suscité des controverses. Le Centre d'Etudes Féminines de l'Université de Provence (CEFUP), fait figure de pionnier. Groupe informel qui fait des enseignements à partir de 1972, reconnu par l'Université en 1976, il a reçu des subventions pour ses activités de formation. C'est lui qui a organisé en 1975 le premier colloque, « Les Femmes et les sciences humaines ». A Paris, le Groupe d'Etudes Féministes (GEF, Université Paris VII, créé en janvier

1975) a été le lieu de rencontre et de confrontation entre universitaires et militantes qui dénonçaient l'occultation des femmes et du féminisme — notamment en histoire — et voulaient mettre en question les méthodes et les savoirs constitués. Le Centre Lyonnais d'Etudes Féministes (CLEF) organise et gère depuis 1976 une bibliothèque, un centre de documentation, des séminaires interdisciplinaires ; il a organisé en 1980 le colloque « Les femmes et la question du travail ».

Se créent aussi à la fin des années 70 des centres de recherche universitaires comme le Centre de recherche d'études féminines à l'Université Paris VIII et le Groupe Interdisciplinaire d'Etudes des Femmes (GRIEF) à Toulouse, le Centre de recherche-politique-femmes à l'Université de Nantes, le Centre d'histoire des femmes des pays et minorités germanophones à l'Université de Tours, le Groupe de recherche pour l'histoire et l'anthropologie des femmes à la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Paris... L'unité de recherche « Division sociale et sexuelle du travail » est reconnue en 1978, dans le cadre du Centre d'Etudes Sociologiques (CES) du CNRS.

D'autres groupes ont organisé des séminaires en marge ou en dehors des institutions : chercheuses et non-chercheuses réfléchissaient ensemble sur le rapport entre leur pratique professionnelle et leur implication dans le mouvement des femmes. Par exemple le séminaire interdisciplinaire « Limites-frontières » a organisé de 1980 à 1988 des réunions régulières où spécialistes et non-spécialistes élaboraient une critique féministe des savoirs, y compris dans les sciences exactes et les disciplines artistiques. Citons aussi le Groupe Interdisciplinaire Féministe (GIF, MSH.), l'Université des femmes, le groupe d'études « Féminisme et sociobiologie », le Groupe de réflexion féministe critique, le groupe « Femmes et mathématiques », le groupe « Femmes et langage »....

Parallèlement sont apparues des revues d'études féministes, en général sans aide institutionnelle : *Questions féministes* « revue théorique féministe radicale » (1977-1981, 8 numéros), puis *Nouvelles questions féministes* (à partir de 1981), *La Revue d'en face* (1977-1984, 14 numé-

ÉTUDES FÉMINISTES ET ÉTUDES SUR LES FEMMES EN FRANCE EN 1995

ros), *Parole !* (numéro unique 1978), *Pénélope pour l'histoire des femmes*, réalisée par le GEF-Paris VII et le Centre de recherche historique de la Maison des sciences de l'homme, (1979-1985, 13 numéros), le *Bulletin d'Information des Etudes Féminines BIEF* édité par le CEFUP à Aix (1978-1992, 22 numéros), le *GRIEF* à Toulouse...

L'amorce d'une reconnaissance : le colloque de Toulouse

L'arrivée de la gauche au pouvoir, et l'organisation par le ministère de la Recherche et de la Technologie de la plus vaste consultation des chercheurs jamais réalisée, a été l'occasion pour les groupes d'études féministes de se manifester. A Paris le GEF, le GIF, le Séminaire Limites-Frontières, l'Université des femmes, à Lyon le CLEF, à Aix-en-Provence le CEFUP sont intervenus dans les Assises régionales pour témoigner et dénoncer l'absence de visibilité de ces recherches, fragilisées par la dispersion et l'éclatement, l'absence de soutien institutionnel. Ils ont réussi, non sans difficultés, à imposer la prise en considération de ce nouveau champ de recherches.

Ils ont obtenu du ministère de la Recherche, dans le cadre du Colloque national sur la recherche et la technologie, de tenir un atelier sur les études et recherches féministes (12 janvier 1982, 200 participantes venues de toute la France). Ces groupes ont ensuite obtenu d'organiser le premier colloque national sur la recherche féministe et concernant les femmes avec des subventions du ministère de la Recherche et de la Technologie, et du ministère des Droits de la femme, et le soutien du CNRS. Ils ont créé l'Association Femmes, Féminisme et Recherche (AFFER) qui a organisé d'avril à juin 1982 six assises régionales et en décembre 1982 à Toulouse le colloque « Femmes, féminisme et recherche ». Celui-ci a été un énorme succès, faisant sortir au grand jour l'importance insoupçonnée de ces recherches menées dans une quasi-

clandestinité. Il a réuni plus de 800 participantes, 144 communications ont été publiées dans un volume d'actes de près de 1100 pages.

Le colloque de Toulouse a eu des résultats immédiats du point de vue du développement des recherches dans le cadre du CNRS et de l'Université : au CNRS, une Action Thématique Programmée (ATP), l'Atelier Production-Reproduction (APRE), une équipe spécifique, le GEDISST (ex-Division sociale et sexuelle du travail) ; à l'Université, quatre postes de maîtres de conférences fléchés « études féministes » (dont trois ont été attribués). L'organisation du colloque de Toulouse a également été au point de départ de la structuration du milieu.

Plusieurs associations régionales se sont créées. Un bulletin d'information est édité d'abord par l'association parisienne (*Études féministes*, 1983-1987, 10 numéros), puis en collaboration avec l'association lyonnaise (1987-1989, 6 numéros). En 1989 a été fondée l'Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF), l'une des premières en Europe.

L'ANEF regroupe environ 200 chercheuses actives dans le champ des études féministes ou sur les femmes que ce soit à l'université, dans les organismes de recherche ou dans des structures associatives. Les domaines et travaux des adhérentes, relativement diversifiés sont recensés dans un annuaire (en cours de publication). Le *Bulletin de l'ANEF*, qui paraît trois fois par an sur 80 à 130 pages, informe sur les enseignements, colloques, appels d'offres et publications en France et à l'étranger. L'ANEF organise des rencontres thématiques et des tables rondes dont elle publie les résultats. Elle agit auprès des pouvoirs publics et des instances universitaires pour promouvoir les études féministes. Deux nouveaux postes de maître de conférences fléchés ont ainsi été attribués en 1991. L'ANEF est très active au sein des réseaux européens d'études féministes/women's studies.

*L'ATP du CNRS :
« Recherches féministes
et recherches sur les femmes »*

Une des principales retombées du colloque de Toulouse est la mise en place en 1983 de l'Action Thématique Programmée (ATP) « Recherches sur les femmes et recherches féministes » par le département des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS) du CNRS, en contrat de programme avec le ministère des Droits de la femme, et dont le comité scientifique a intégré nombre de chercheuses féministes, organisatrices du Colloque de Toulouse. Cette réponse institutionnelle aux besoins révélés par le colloque constituait un acte de reconnaissance officielle du domaine et instaurait une situation nouvelle en France, une dynamique positive.

Au cours de ses deux appels d'offre (1983 ; 1985), l'ATP a financé 68 opérations de recherche pluridisciplinaires inscrites dans des axes considérés comme prioritaires, tels que : Analyse critique de la conceptualisation des sexes ; Femmes, État, droit et Société ; Mouvements de femmes, pratiques de femmes ; Femmes, État, travail et société. Ces travaux sont résumés dans deux volumes édités par le CNRS. Des colloques importants ont été organisés en province et à Paris. L'ATP a confirmé l'existence d'un large potentiel de chercheuses de haut niveau dont les travaux ont fait l'objet de publications dans des revues sélectives ou dans des ouvrages de qualité. Une des originalités de cette ATP a été d'offrir des moyens de travail à des chercheuses féministes non-insérées dans les institutions académiques.

Le bilan de l'ATP, qui a été reconnu comme extrêmement positif, laissait penser, comme il est classique en pareil cas, qu'une autre structure pérenne viendrait prendre le relais. Un projet de Groupement de recherche coopérative (GRECO) a été conçu comme prolongement de l'ATP. Il impliquait une dizaine d'équipes universitaires, trois laboratoires et plusieurs équipes CNRS ainsi que des chercheuses isolées. Ce travail d'élaboration qui a duré presque un an n'a finalement pas abouti. Quelles que soient les raisons de cet échec, il est clair qu'il n'y avait plus de volonté politique au sein du CNRS pour accorder une place réelle aux recherches féministes. Ainsi l'institutionnalisation n'aura duré qu'une petite législature. On peut se féliciter du travail accompli : les études féministes ont démontré leur légitimité au sein du principal organisme de recherche français. Mais il était incompréhensible que le CNRS se désengage à ce point au moment où les autres pays européens multipliaient leurs initiatives.

La situation des études féministes aujourd'hui

Les recherches féministes et sur les femmes au CNRS

Après l'ATP, le CNRS n'a mis en place aucun mécanisme structurel pour stimuler ou même simplement conforter la place des recherches féministes. Ainsi, durant une période où la politique incitative de l'organisme s'est essentiellement organisée autour d'une pratique d'affichage des postes ouverts au recrutement, aucun poste n'a été proposé dans le domaine des recherches sur les femmes ou sur les rapports de sexe, y compris dans des disciplines où de telles thématiques étaient apparemment bien reçues (histoire, sociologie).

On peut certes noter une présence non négligeable des femmes au CNRS, y compris parmi les chercheurs. Pour autant il est difficile de dénombrer les chercheuses féministes ; en effet s'en tenir au seul repérage à travers les thèmes de recherche (prenant les femmes comme objet d'études) interdit de rendre compte des recherches en termes de processus sexués s'intéressant par exemple* aux hommes. L'analyse des projets présentés par les candidats recrutés dans une discipline telle que la sociologie montre que le nombre de chercheuses recrutées sur une problématique féministe explicite n'est pas rare.

Au-delà de cet aspect, ce qui semble caractériser le développement de recherches féministes et sur les femmes au CNRS, c'est le faible nombre d'équipes se réclamant de cette étiquette. Il n'existe à l'heure actuelle qu'une seule formation clairement fondée sur une approche

féministe : le Groupe d'études sur la division sexuelle et sociale du travail (GEDISST, laboratoire propre du CNRS). Jusqu'en 1986, existait également l'équipe d'Andrée Michel, Groupe d'études des rôles de sexe, de la famille et du développement humain, mais elle n'a pas été renouvelée après le départ à la retraite de sa fondatrice.

En revanche, on peut noter dans nombre de formations la présence de « noyaux » composés de chercheuses travaillant sur les femmes et les rapports de sexe. Cette dispersion rend compte moins d'un éparpillement que de l'investissement de champs thématiques très diversifiés où est prise en compte la dimension sexuée de la société. Ainsi peut-on trouver à côté des domaines très balisés du travail et de la famille, des recherches sur la littérature au XIX^e siècle, sur l'éducation, l'éthique, la santé, etc.

Cette absence d'équipes constituées est compensée partiellement par des réseaux plus ou moins formalisés, des regroupements tant à l'intérieur de l'organisme que dans les instances scientifiques internationales (comme par exemple les groupes ad hoc ou les comités permanents des associations disciplinaires).

Selon les disciplines, les études et recherches féministes ont été plus ou moins bien acceptées par l'institution, mieux en sociologie ou en histoire qu'en anthropologie, en science politique ou en économie, pour ne parler que des sciences sociales

Mais cette acceptation relative ne peut s'analyser qu'à travers un fonctionnement de priorités thématiques (tant de l'organisme que des financeurs extérieurs) qui rend opaques les liens entre les propositions des chercheuses féministes et les réponses proposées par les organismes de recherche. Si l'on prend par exemple le cas du PIRTTEM, principal programme incitatif du département SHS après 1986, dans les déclarations d'intention, aucune mention n'était faite à une analyse sexuée des problèmes du travail, du chômage et des modes de vie. Cependant ce

programme a permis que se développent nombre de recherches sur les rapports sociaux de sexe dans le monde du travail, et a financé un séminaire sur trois ans directement axé sur une problématique féministe (l'Atelier Production-Reproduction - APRE). Les travaux sur les femmes financés par le PIRTEM ont d'ailleurs fait l'objet d'une partie du rapport élaboré lors du colloque clôturant ce programme. Le programme actuel des SHS, le PIRVILLE, ne prévoit pas non plus une place spécifique à ces recherches dans son élaboration programmatique, mais un certain nombre de recherches sur des thématiques féministes sont d'ores et déjà financées.

L'évolution de l'ensemble des travaux des chercheuses féministes du CNRS va dans le sens d'une diversification des thèmes et des domaines traités (trop longtemps cantonnés autour des thématiques du travail et de la famille). De plus cette diversification s'est accompagnée d'une certaine diffusion des problématiques féministes dans des champs de recherche qui occultaient largement la dimension sexuée des questionnements. Certaines jugent positif ce processus qui tend à permettre un véritable travail de confrontation entre recherches se réclamant des rapports sociaux de sexe, et recherches ne prenant en compte le sexe que comme variable supplémentaire. C'est dans cet objectif de confrontation ouverte qu'a été créé en 1995 le groupement de recherche Marché du travail et genre (MAGE). Pour autant cette évolution rend la visibilité de la production féministe plus dépendante du domaine investi, lui-même contingent des phénomènes de « mode », des priorités de financement, des personnalités appartenant au domaine, etc. Reste le danger d'une certaine dilution de l'apport spécifique des recherches féministes, domageable dans la mesure où elle rend plus difficile le travail de réflexion théorique, de confrontation « interne » et le cumul des avancées.

En tout état de cause, la relative « bienveillance » de l'institution vis-à-vis des recherches féministes dissimule une véritable carence, soulignée pourtant dans le rapport de conjoncture du Comité national : « Un des talons d'Achille les plus visibles de la recherche française demeure

l'étude des femmes et plus généralement celles des rapports sociaux de sexe. C'est pourtant là un champ d'investigation scientifique particulièrement pertinent pour l'analyse des transformations sociétales, tant du long que du court terme » (CNRS, Rapport de conjoncture, 1992).

Signalons aussi l'existence de recherches féministes et sur les femmes dans le cadre d'autres institutions telles l'Orstom, l'Inserm, l'INED... La Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence (MMSH, CNRS) a signé un « contrat de définition » avec l'équipe « Femmes et Méditerranée » qui travaille sur « Visibilité, invisibilité des femmes dans l'espace public ».

Les études féministes à l'université

La féminisation du corps enseignant est relative et sélective. Si presque 35 % de l'ensemble des maîtres de conférences sont des femmes (43 % en lettres et 47 % dans les disciplines de la santé, contre moins de 30 % en droit et sciences), les hommes dominent au niveau des professeurs (87 % au total, plus de 90 % dans les disciplines scientifiques et de la santé, « seulement » 75 % en lettres).

On mesure un décalage flagrant entre les avancées des travaux, que ce soit dans les universités ou les grands organismes nationaux de recherche, et leur transmission et diffusion dans les mêmes universités. Pour tenter d'y remédier, en 1984, à la demande du ministère des Droits de la femme, trois postes de maîtres de conférences fléchés « Études féministes » ont été créés, suivis en 1991 par deux autres postes.

Malgré leur faible nombre (il y a 50 000 enseignants dans l'enseignement supérieur, dont 12 000 en sciences sociales et lettres), ces postes universitaires marquaient la reconnaissance de l'existence antérieure d'enseignements et de recherches sur les femmes en histoire, sciences humaines et sociales, droit... Ils ont permis la coordination et le renfor-

Le terme d'« études féministes » est le plus souvent préféré en France à d'autres qui sans doute seraient plus faciles à faire admettre dans l'institution comme l'adjectif « féminin » ou le génitif « de femmes ». C'est qu'il ne s'agit pas de délimiter un domaine ou de définir un objet d'études, pas non plus de situer la position sexuée du sujet-chercheur, mais d'indiquer une démarche scientifique qui prend ses ancrages théoriques dans le mouvement des femmes, avec la distance critique qu'apporte la rigueur méthodologique. Le regard féministe, notamment dans sa dimension critique, peut être porté sur tous les champs de la connaissance, même ceux où les femmes ne sont pas objet d'étude.

Cette dimension critique est en effet au départ des études féministes. Critique de chaque discipline : l'histoire, écrite par des hommes, qui oublie les femmes, l'anthropologie et la sociologie qui (comme disait Marcel Mauss) n'a fait que la sociologie des hommes et non celle des femmes ou des deux sexes, l'économie qui invisibilise la production domestique, la science politique qui ne s'interroge pas sur la longue exclusion des femmes du droit de cité, ni sur la persistance de leur exclusion de fait. Critique aussi de la division entre disciplines qui, compartimentant le savoir, interdit l'approche transversale nécessaire à la compréhension de la situation des femmes. Le discours « scientifique » des années 70 dénonçait « la familiarité avec l'univers social » comme « l'obstacle épistémologique par excellence ». Les féministes répliquaient que le discours scientifique n'est pas neutre mais situé socialement et culturellement, et sexué.